

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon  
Bureaux - 3 rue du Carbone - Orléans la Source  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 19/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BARDAT Sarl (la poussetière)**

La Poussetière  
45220 Triguères

Références : n°530/2025  
Code AIOT : 0010003987

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement BARDAT Sarl (la poussetière) implanté La Poussetière 45220 Triguères. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de contrôler le respect des prescriptions des arrêtés de mise en demeure du 30 septembre 2021 et du 15 janvier 2024. Le non respect de l'arrêté du 30/09/2021 précité a par ailleurs donné lieu à un arrêté prescrivant une consignation de fonds en date du 15 janvier 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARDAT Sarl (la poussetière)
- La Poussetière 45220 Triguères
- Code AIOT : 0010003987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bardat est une entreprise de travaux publics qui a été créée en 1998. Elle a pour principales activités les travaux publics, le transport et la location de matériels. Elle est également spécialisée dans l'extraction, la préparation et la commercialisation d'amendements agricoles. La carrière au lieu-dit "La Poussetière" est autorisée par arrêté préfectoral du 19/06/2015, pour une durée de 25 ans. La société Bardat exploite également une carrière de sables rouges et d'amendements calcaires sur le territoire de Douchy-Montcorbon. Elles approvisionnent les exploitants agricoles locaux ou ceux des départements voisins en amendement calcaire. La carrière de "La Poussetière" est exploitée uniquement par campagnes, entre les mois d'avril et d'octobre.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.3.1	Avec suites, Consignation	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
3	Registre National Des	Code de l'environnement du	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Terres et Sédiments (RNDTS)	23/10/2025, article R. 541-43-1		
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Respect de la quantité extractible maximale autorisée	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 1.2.3.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

L'inspection a permis de solder la dernière prescription encore en cours de l'arrêté de mise en demeure du 15 janvier 2024 relative au mesure des niveaux sonores.

L'arrêté de mise en demeure du 15 janvier 2024 peut ainsi être levé dans son intégralité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Auto-surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Piézomètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/08/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué de 2 piézomètres (un en amont et un en aval hydraulique).</p> <p>Afin de déterminer l'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres, l'exploitant soumet à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller.</p>
<b>Constats :</b>

### Rappel

Lors de la visite du 6 juillet 2021, l'inspection avait relevé l'absence de surveillance de la qualité des eaux souterraines sur le site. Suite à ce constat, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 30 septembre 2021 de mettre en œuvre cette surveillance.

Les inspections suivantes ayant permis de constater que cette disposition n'avait pas été respectée une consignation de fond a été prescrite le 15 janvier 2024 et prélevée par la DRFIP. Au cours du mois d'octobre 2023, l'exploitant a transmis un rapport de la société BIOS relative à l'étude hydrogéologique pour la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines. Cette étude a été complétée en avril 2024 par une proposition d'emplacement des piézomètres et une description de leurs caractéristiques.

Cette étude est toujours en cours d'instruction par l'inspection des installations classées et a fait l'objet d'échanges compte tenu de la complexité liée à l'implantation des piézomètres en amont du site.

### Constats 2025

Dans l'attente de la mise en œuvre concrète d'une surveillance piézométrique sur le site, l'exploitant a missionné un laboratoire pour réaliser une analyse de la qualité des eaux souterraines au droit du puits situé en aval hydraulique de la carrière et qui a été pris en référence pour l'étude hydrogéologique du secteur.

Les résultats d'analyse ne sont pas encore connus.

Dans l'attente des conclusions de l'instruction, et de la mise en œuvre des piézomètres et du fait qu'une consignation a déjà été prélevée pour ce point, **l'écart est maintenu** mais aucune sanction supplémentaire n'est proposée.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet les résultats d'analyse de la qualité des eaux souterraines dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### **N° 2 : Contrôle des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de la situation acoustique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2025

**Prescription contrôlée :**

Les premières mesures sont réalisées au cours des 6 premiers mois suivant la notification du présent arrêté ; puis la fréquence des mesures est annuelle.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelles.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Un contrôle spécifique des niveaux de bruits émis par les installations est réalisé lors de la première mise en service du groupe mobile de concassage-criblage de matériaux.

Ces contrôles sont réalisés par référence aux dispositions prévues au point 6.2.3 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur pourra demander.

**Constats :****Rappel**

Lors d'une visite du site en 2021, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne réalisait pas les contrôles sonores tous les trois ans.

Lors de la visite de 2023, ce contrôle n'ayant toujours pas été réalisé, l'exploitant a été mise en demeure par arrêté du 15 janvier 2024 de réaliser ces contrôles.

**Constat 2025**

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle acoustique réalisé sur la carrière de "La Poussetière" par la société ENCEM le 7 octobre 2025 en période d'activité.

L'analyse de ce rapport permet de constater que les activités exercées ne sont pas à l'origine de nuisances sonores pour les tiers et respectent la valeur réglementaire en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée.

**L'écart est soldé.**

**L'arrêté de mise en demeure du 15/01/2024 est levé sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 :** Registre National Des Terres et Sédiments (RNDTS)

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 23/10/2025, article R. 541-43-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Traçabilité des Terres et sédiments – compte track Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2025

**Prescription contrôlée :**

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

(...)

**Constats :**

L'exploitant valorise des terres excavées pour le remblaiement de la carrière. Lors de la précédente inspection de 2024, l'exploitant tenait un registre "papier" des terres réceptionnées mais ne versait pas ces données sur le registre national des terres et sédiments (RNDTS).

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que l'exploitant avait désormais accès à l'application RNDTS (TRACK DECHET) et remplissait les entrées de terres.

Pour rappel, seules les terres réceptionnées pour le comblement de la carrière sont concernées par l'enregistrement sur TRACK DECHET.

**L'écart est soldé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions, transferts de polluants et déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/08/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>(...)</p> <p>III.-(...)</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li><li>-la quantité par nature du déchet ;</li><li>-l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;</li><li>-le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;</li><li>-les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.</li></ul> <p>(...)</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que la déclaration GERE 2023 n'avait pas été transmise. En 2024, cette déclaration a bien été enregistrée et validée.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Respect de la quantité extractible maximale autorisée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 1.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect de la quantité extractible maximale autorisée
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les matériaux extraits sont constitués de calcaires tendres.</p> <p>La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 100 000 tonnes/an (avec une</p>

moyenne de 53 350 tonnes/an).

La quantité maximale de granulats recyclés produits est de 19 000 tonnes/an (7 600 m<sup>3</sup>) (avec une moyenne de 4 500 tonnes/an (1 800 m<sup>3</sup>)).

**Constats :**

En 2024, l'exploitant a extrait 1 355 tonnes de marne sur ce site.

**Pas d'écart relevé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite